



## Research for Policy and Practice Report Covid-19 Responses for Equity (CORE)

# Pourquoi la reprise après la Covid-19 doit être sexospécifique

## Avant-propos

La crise de la Covid-19 est différente des crises précédentes et a touché les femmes et les communautés de genre minoritaire le plus durement. À l'échelle mondiale, les femmes ont perdu 46 millions d'emplois, tandis que les hommes en ont perdu 57 millions en 2020. En pourcentage, les pertes d'emplois ont été plus importantes parmi les femmes, avec 3,6 pour cent comparativement à 2,9 pour cent parmi les hommes. Il y a eu une reprise de l'emploi tant pour les femmes que pour les hommes en 2021, mais à un rythme plus lent pour les femmes. Selon les dernières prévisions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) – International Labour Organization (ILO), ni les femmes ni les hommes n'ont retrouvé leur niveau d'emploi de 2019. Le nombre total d'emplois pour les femmes était d'environ 19 millions de moins en 2021 qu'en 2019, tandis que ce chiffre s'élevait à 10,2 millions pour les hommes (ILO, 2022). Et les pertes d'emploi ont engendré une inactivité économique (le retrait du marché du travail) beaucoup plus que le chômage, en particulier pour les jeunes femmes (ILO, 2020).

Il y a essentiellement trois raisons derrière ces impacts sexospécifiques. Premièrement, l'emploi des femmes domine dans les secteurs durement touchés par la crise, qu'il s'agisse des travailleuses domestiques, du commerce de gros et de détail, des services d'hébergement et de restauration ou de certains secteurs de production à forte intensité de main-d'œuvre, comme les vêtements. Deuxièmement, au-delà du secteur dans lequel elles travaillent, les femmes sont surreprésentées dans les emplois informels ou occasionnels, ce qui les rend moins chères et plus faciles à licencier, ou exposées au risque de perdre leurs moyens de subsistance. L'absence de formalité a également contribué à exclure les femmes des politiques du marché du travail, dans la mesure où elles ne sont pas éligibles aux prestations d'assurance-chômage ou aux subventions pour le maintien dans l'emploi. Et troisièmement, des mesures telles que la fermeture des écoles ou les restrictions aux déplacements ont exacerbé les demandes de travail domestique au sein des ménages qui étaient majoritairement exercées par des femmes, en contraignant certaines femmes à prolonger leurs heures rémunérées et non rémunérées à des niveaux insoutenables, à réduire leurs heures de travail rémunérées, voire même à quitter leur emploi (ILO, 2021).

Les études contenues dans le présent *Research for Policy and Practice Report* et soutenues par le programme Covid-19 Responses for Equity (CORE) du CRDI fournissent des données probantes concrètes de ces impacts et des moyens de progresser. L'étude réalisée par Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO) fournit des données probantes concernant les travailleuses informelles, qu'il s'agisse de travailleuses domestiques,



Travailleuse domestique au Mexique.

PHOTO: CÉSAR PARRA, WIEGO ARCHIVE

de travailleuses à domicile, de ramasseuses de déchets ou de vendeuses de rue, indiquant que la reprise après le choc économique délétaire est loin d'être terminée. Le projet de recherche REBUILD, mis en œuvre par International Centre for Research on Women (ICRW) Asie, fournit un aperçu des expériences des travailleuses domestiques et des vendeuses de rue à New Delhi. Et l'étude menée par la African School of Economics (ASE) est axée sur la conséquence des politiques de confinement liées à la Covid-19 au Bénin, au Burkina Faso et en Afrique du Sud, en révélant des différences significatives entre les trois pays, notamment en ce qui concerne leurs conséquences sur la violence basée sur le genre. Sur la base de ces diagnostics, les trois études exigent des politiques sexospécifiques, parmi lesquelles la protection des moyens de subsistance des travailleuses informelles, la lutte contre l'insécurité alimentaire, l'accès à une protection sociale à long terme et des mesures en place pour que les organisations de travailleuses informelles aient accès aux voies de représentation dans les processus clés de prise de décision et de définition de règles, qui sont essentielles.

### Valeria Esquivel

Spécialiste en politiques de l'emploi et des questions de genre, ILO

## RÉFÉRENCES

ILO (2022) *World Employment and Social Outlook: Trends 2022*, Report, Geneva: International Labour Organization (accessed 10/02/2022)

ILO (2021) *An Uneven and Gender-Unequal Covid-19 Recovery: Update on Gender and Employment Trends 2021*, Policy Brief, Geneva: International Labour Organization (accessed 10/02/2022)

ILO (2020) *A Gender-Responsive Employment Recovery: Building Back Faire*, Policy Brief, Geneva: International Labour Organization (accessed 10/02/2022)

# La Covid-19 et les impacts sur les travailleuses informelles

**La majorité (61 pour cent) de la main-d'œuvre mondiale occupe un emploi informel. Dans de nombreux pays en voie de développement, les femmes sont particulièrement susceptibles d'occuper un emploi informel et se retrouvent plus souvent dans les formes d'emploi les plus vulnérables avec des revenus inférieurs à ceux des hommes. De nouvelles recherches mettent en évidence la manière dont la pandémie de Covid-19 a exacerbé les conditions d'emploi précaires des travailleuses informelles.**

L'étude menée par Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO) sur la crise de la Covid-19 et l'économie informelle s'appuie sur les résultats d'une étude longitudinale à méthodes mixtes portant sur 1 982 travailleuses informelles issues de quatre secteurs principaux : les travailleuses domestiques, les travailleuses à domicile, les ramasseuses de déchets et les vendeuses de rue, réalisée dans 12 villes. Les impacts négatifs de la pandémie ont été ressentis de façon disproportionnée par les femmes en raison de l'intersection des restrictions à l'échelle des villes, des conditions de travail – y compris le lieu de travail et le statut de l'emploi – et des normes et attentes sexospécifiques.

- Les travailleurs à domicile, principalement des femmes, ont été les plus durement touchés des quatre secteurs. À la mi-2021, ils avaient à peine récupéré 2 pour cent des revenus médians d'avant la pandémie. Les chaînes d'approvisionnement locales et mondiales rompues en raison de la pandémie ont eu un impact négatif sur la demande de marchandises et de services qu'elles produisaient, ce qui a limité leur capacité à garantir les moyens de subsistance.
- Les travailleurs domestiques, principalement des femmes, ont indiqué les signes de reprise les plus significatifs à la mi-2021. Toutefois, 22 pour cent des personnes en emploi actif à la mi-2021 touchaient encore moins des trois quarts de leurs revenus d'avant la pandémie et 16 pour cent étaient toujours dans l'incapacité de travailler. Les travailleurs domestiques ont signalé que la pandémie avait exacerbé les relations de travail abusives, les questions de santé et de sécurité au travail, ainsi que les tensions en matière de santé mentale.
- Parmi les ramasseurs de déchets et les vendeurs de rue, les répercussions économiques négatives de la pandémie étaient souvent plus prononcées chez les femmes que chez les hommes. Les ramasseuses de déchets étaient davantage susceptibles de s'absenter du travail pendant deux mois ou plus et étaient également davantage susceptibles de signaler une concurrence accrue, une difficulté plus importante à accéder aux déchets et une exposition accrue à des travaux plus lourds en raison de la pandémie. Les vendeuses de rue étaient davantage susceptibles que leurs homologues de sexe masculin de signaler que leur insuffisance de capitaux – qui s'avérait plus important que celui des hommes même avant la pandémie – limitait leur capacité de travail.
- Plus d'un tiers des femmes (35 pour cent) et moins d'un quart des hommes (22 pour cent) ont indiqué que l'augmentation du travail domestique non rémunéré – résultant de la fermeture des garderies et des écoles pendant la pandémie – les avait empêchés de travailler ou avait réduit leurs heures de travail. Les femmes qui ont indiqué une augmentation du travail non rémunéré ont davantage de difficulté à travailler le même nombre de jours et d'heures qu'avant la pandémie comparativement aux autres travailleurs.

Les ripostes menées par les gouvernements nationaux et locaux contre la pandémie doivent tenir compte des circonstances et des besoins spécifiques des travailleuses informelles. Les connaissances et la capacité des organisations de travailleurs associatives à atteindre les travailleurs informels ont été au cœur de leurs initiatives d'entraide et de leurs stratégies de revendications durant la pandémie et elles ont permis aux gouvernements de tirer des enseignements essentiels. Considérer les organisations de travailleurs associatives en tant que partenaires essentiels pourrait garantir que les mesures d'aide et de relance ciblent efficacement les femmes et les groupes de travailleurs les plus vulnérables.

**Les recommandations en matière de politiques sexospécifiques comprennent :**

*Revendications immédiates*

- Soutien au rétablissement et à l'amélioration des moyens de subsistance existants par des prêts sans intérêt ou à faible taux d'intérêt, des subventions, des capitaux commerciaux, des moratoires sur les permis et des frais. Les travailleurs ont également plaidé pour des quotas d'approvisionnement pour les services des travailleurs informels.

*Revendications de longue date*

- Accès à la protection sociale à long terme, y compris des investissements ambitieux en faveur de la protection sociale universelle et de services publics accessibles et de qualité, y compris les soins de santé, les soins aux enfants et les soins aux personnes âgées. Des services de garde de qualité à proximité des lieux de travail, qui devraient accommoder les longues heures et les horaires irréguliers des travailleurs, peuvent favoriser le temps des femmes pour un travail rémunéré et assurer une meilleure garde des enfants.
- Mise en œuvre de politiques urbaines habilitantes, y compris la reconnaissance des contributions des travailleurs informels aux villes et aux économies locales. Le soutien des gouvernements locaux devrait inclure l'accès et le droit au travail dans les espaces publics, des infrastructures de travail sécurisées et décentes, des équipements de protection individuelle et une dépénalisation des travailleurs informels et de leurs activités de subsistance. Les lieux de travail dotés d'installations d'approvisionnement en eau, sanitaires et d'hygiène adéquates peuvent garantir la sécurité physique et des moyens de subsistance des femmes.
- La représentation dans les processus clés de prise de décision et d'établissement de règles qui mettent les besoins et les solutions inhérentes aux travailleuses informelles au premier plan peut aider à renforcer la résilience face aux crises futures.

Pour freiner l'aggravation de l'écart de pauvreté entre les sexes et les inégalités entre les sexes, les gouvernements doivent reconnaître le rôle crucial que joue l'économie informelle dans l'établissement d'une reprise juste et inclusive.

**Ana Carolina Ogando**

Chercheuse associée étude sur la crise de la Covid-19, WIEGO

**Ghida Ismail**

Spécialiste étude sur la crise de la Covid-19, WIEGO

**Marcela Valdivia**

Chargée d'étude sur la crise de la Covid-19, WIEGO

## LECTURE COMPLÉMENTAIRE

Chen, M. et al. (2021) [Covid-19 and Informal Work: Distinct Pathways of Impact and Recovery in 11 Cities Around the World](#), WIEGO Working Paper No. 42, Manchester: WIEGO

ILO (2018) [Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture. Third Edition](#), Geneva: International Labour Organization

Ogando, A.; Rogan, M. and Moussié, R. (2021) [Impacts of the Covid-19 Pandemic and Unpaid Care Work on Informal Workers' Livelihoods](#), *International Labour Review*, Accepted Author Manuscript

Reed, S.O.; Rogan, M.; Graspá, E.; Ismail, G. and Valdivia, M. (2021) [The Crisis is Far from Over for Informal Workers — We Need an Inclusive Recovery for the Majority of the World's Workforce](#), WIEGO Policy Insights No. 8, Manchester: WIEGO

WIEGO (2021) [There is No Recovery Without Informal Workers Covid Recovery and Post-Covid Reforms: Demands of Informal Worker Organizations](#), Manchester: WIEGO

# La pandémie et la vie des femmes au sein de l'économie informelle

La pandémie de Covid-19 a engendré une crise socioéconomique sans précédent en Inde. La situation a impliqué que les interventions sanitaires visant à contrôler la pandémie ont pris le pas sur les moyens de subsistance. Mais dans un pays au sein duquel l'économie informelle est importante, les pertes économiques ont rendu ces travailleurs plus vulnérables. L'impact a été particulièrement dévastateur pour les femmes au sein de l'économie informelle (plus des deux tiers de la population active féminine urbaine). Les recherches actuelles indiquent qu'un tel choc économique implique d'importantes répercussions sur les femmes, non seulement dans les domaines du revenu et de l'emploi, mais également de la propriété et du contrôle des actifs, du travail non rémunéré, de la prise de décisions et de l'accès à diverses ressources nécessaires au bien-être (sécurité alimentaire, logement) et autonomie.

En s'appuyant sur ces premières données, l'International Centre for Research on Women (ICRW) Asie mène un projet de recherche destiné à évaluer l'impact des réponses stratégiques à la Covid-19 sur l'économie informelle urbaine en Inde qui visent à apporter une contribution significative à la compréhension des expériences des travailleuses. Le projet vise à identifier les domaines cruciaux de vulnérabilité pour les travailleuses en raison de la pandémie (y compris l'impact sur les moyens de subsistance, l'accès aux soins de santé et l'expérience de la violence) ainsi que les stratégies de résilience adoptées pour faire face aux défis. Il utilise des approches variées, y compris une étude exploratoire, une analyse des politiques (évaluation de la question relative à l'égalité des sexes) ainsi qu'une conception séquentielle de méthodes mixtes avec une enquête à l'échelle individuelle menée auprès de 1 400 travailleuses et une étude qualitative menée auprès de travailleuses et d'experts en la matière. La recherche est axée sur les travailleurs domestiques et les vendeurs de rue dans la National Capital Region (NCR) : deux professions qui constituent une grande partie de l'économie informelle urbaine. Les femmes qui occupent ces emplois sont souvent des migrantes qui occupent des emplois précaires et ont de faibles revenus, qui vivent dans des établissements informels à l'intérieur de la ville, qui sont dépourvues de citoyenneté civile et qui ont été marginalisées davantage en raison de la pandémie. Nos constatations ci-dessous présentent certains des principaux problèmes qui touchent les travailleuses informelles.

- Les travailleuses ont indiqué une perte d'emploi et de salaire, une diminution de l'épargne, l'insécurité alimentaire et une augmentation massive des emprunts pour compenser les pertes.
- L'accès aux services de santé reproductive, notamment aux services liés à l'accouchement et à l'avortement, a été durement touché en raison des restrictions à la mobilité et à la réaffectation des agents sanitaires pour la gestion de la Covid-19. Une grande partie de la population comptait sur des agents sanitaires débordés pour dispenser des soins médicaux aux femmes sur le terrain.
- Bien que les femmes aient mentionné les violences conjugales comme étant un phénomène normalisé et habituel dans leur vie, l'on a assisté à une recrudescence de la violence durant la pandémie. En outre, les restrictions à la mobilité, le manque de systèmes de soutien et la priorisation de la riposte contre la Covid-19 ont davantage entravé l'accès aux services de lutte contre la violence basée sur le genre.



Travailleuse à domicile à Tiruppur.

PHOTO: SAVE: JOTHYRAJ, WIEGO ARCHIVE

- La charge du travail domestique non rémunéré des femmes s'est considérablement alourdie en raison de la fermeture des écoles, de la charge accrue des soins aux malades et aux personnes âgées à domicile et de l'augmentation générale des demandes des ménages.
- La recrudescence des épisodes de violences conjugales, la solitude accrue due à l'isolement social, la part disproportionnée des tâches ménagères et l'interaction minimale avec le réseau d'aide sociale, ont contribué à aggraver les troubles psychologiques parmi les travailleuses.
- Tandis que les femmes étaient confrontées à des défis dans différents domaines, la réponse stratégique était principalement axée sur la sécurité alimentaire. En outre, l'accès à des vivres gratuits au moyen de coupons électroniques nécessitait l'accès à des smartphones dont beaucoup ne disposaient pas et, par conséquent, les vivres gratuits ne pouvaient pas toujours atteindre les populations visées. Les transferts monétaires, en raison des lacunes préexistantes dans la couverture des programmes et de la gravité de la détresse économique causée par la pandémie, n'ont pas eu l'effet souhaité. Cela dit, parmi toutes les mesures d'assistance et de relance annoncées, la sécurité alimentaire demeure importante pour les populations urbaines pauvres.

Ces conclusions soulignent la nécessité non seulement de minimiser la propagation de la pandémie, mais également de protéger les moyens de subsistance des travailleuses informelles, de lutter contre l'insécurité alimentaire et de permettre l'accès à des soins de santé de qualité. Cela pourrait inclure des efforts accrus pour créer des moyens de subsistance formels pour les travailleuses et fournir des systèmes de protection sociale pour leur redressement économique et leur bien-être général.

**Pranita Achyut**  
Director, ICRW

## LECTURE COMPLÉMENTAIRE

Bussolo, M.; Kotia, A. and Sharma, S. (2021) *Workers at Risk: Panel Data Evidence on the Covid-19 Labor Market Crisis in India*, The World Bank

Deshpande, A. (2020) *The Covid-19 Pandemic and Lockdown: First Effects on Gender Gaps in Employment and Domestic Work in India*, Working Paper 30, Department of Economics, Ashoka University

ICRW (n.d.) *REBUILD: Covid-19 & Women in the Informal Economy in Kenya, Uganda & India*, Washington DC: International Centre for Research on Women

Shekar, K.C. and Mansoor, K. (2020) *Covid-19: Lockdown Impact on Informal Sector in India*, Practice Connect

# Impacts socioéconomiques de la Covid-19 sur les économies africaines, la cohésion sociale et la gouvernance : données issues du Bénin, du Burkina Faso et de l'Afrique du Sud

**Les inégalités entre les sexes, de revenus et autres, sont fréquentes parmi les différents groupes minoritaires au sein de nos sociétés, et le choc pandémique de la Covid-19 a contribué à exacerber les disparités existantes. Cette note stratégique présente les résultats préliminaires issus de nouvelles recherches menées sur les conséquences des politiques de confinement contre la Covid-19 axées sur le genre et l'orientation sexuelle dans trois pays africains : le Bénin, le Burkina Faso et l'Afrique du Sud.**

L'étude réalisée par l'African School of Economics (ASE) utilise des méthodes mixtes (enquêtes et entretiens à l'échelle nationale) afin d'évaluer les degrés de vulnérabilité causés par la pandémie aux membres de la communauté marginalisés, en mettant l'accent sur la violence sexuelle et sexiste. Voici les considérations clés à ce jour :

- Au Bénin, nous n'avons constaté aucune conséquence des ordres de rester à domicile sur la violence conjugale. Toutefois, nous avons constaté une recrudescence de la violence conjugale au sein des ménages qui avaient subi une baisse de revenu en raison de la Covid-19.
- Au Burkina Faso, une analyse du secteur informel a révélé que les mesures de confinement avaient engendré une augmentation des inégalités économiques entre les hommes et les femmes. L'analyse révèle également que les organisations dirigées par des femmes étaient moins susceptibles d'utiliser les licenciements comme moyen de faire face à la perte de revenus due à la pandémie.
- En Afrique du Sud, les ordres de confinement ont eu des répercussions négatives disproportionnées sur la communauté LGBTIQ. Les répercussions négatives proviennent de la discrimination et de la méfiance qui en découle à l'égard du système de justice pénale

En Afrique du Sud, la Covid-19 a exacerbé la vulnérabilité des personnes LGBTIQ et limité l'accès aux services tels que la police et les services d'aide psychosociale, en particulier à Alexandra. Les données issues des entretiens réalisés durant la pandémie révèlent les éléments suivants :

- En Afrique du Sud, les institutions d'aide d'urgence n'ont pas été en mesure de répondre aux personnes déplacées pour des raisons diverses, y compris les préjugés fondés sur l'orientation sexuelle. Selon le réseau d'activistes LGBTIQ Sizonqoba à Alexandra, leurs membres ont pratiqué le « couchsurfing » entre pairs lorsqu'ils ont été contraints de quitter leur domicile en raison de préjugés.
- Les hébergements destinés aux survivantes de violence sexuelle et sexiste visent principalement à servir les femmes « hétérosexuelles » et exigent que les postulantes aient déposé une plainte en tant que condition préalable à leur admission. Cela constitue un obstacle important pour les victimes LGBTIQ qui sont dissuadées de s'adresser à la police en raison des niveaux élevés de préjugés auxquels elles sont confrontées, en particulier lorsqu'elles signalent des cas.

**“Encourager l'entrepreneuriat des femmes peut contribuer à réduire les conséquences négatives sur l'emploi des crises futures”**

Au Bénin et au Burkina Faso, la recherche fournit des informations quant à la manière dont la pandémie, en raison de ses répercussions sur l'économie et les politiques mises en œuvre pour la contenir, a affecté les ménages et les entreprises. Au Bénin, les conclusions d'une enquête menée à l'échelle nationale révèlent que les politiques mises en œuvre pour contenir la propagation du virus n'ont pas eu de conséquences directes sur la violence conjugale. Toutefois, les ménages qui ont subi des répercussions négatives sur le plan économique ont été confrontés à une recrudescence de la violence conjugale. **Les conclusions suggèrent que les politiques qui allègent les difficultés financières imposées sur les ménages sont susceptibles de présenter un avantage supplémentaire en matière de prévention de la violence conjugale.**

Au Burkina Faso, une analyse approfondie des données qualitatives et quantitatives recueillies auprès des agents économiques du secteur informel indique que l'interdiction des transports en commun, la fermeture des marchés et les couvre-feux constituent les trois principales mesures publiques mises en œuvre afin d'empêcher la

propagation de la Covid-19 qui ont eu l'impact négatif le plus important sur les activités économiques des entreprises informelles. Au Burkina Faso, 90 pour cent de la main-d'œuvre travaille dans le secteur informel. L'analyse a révélé un niveau accru d'inégalités entre les hommes, les femmes et les jeunes. En termes de chiffre d'affaires, les résultats ont également révélé un impact négatif plus important pour les hommes que pour les femmes. En outre, cet impact négatif a touché les jeunes plus durement que les adultes.

Toutefois, les entreprises dirigées par des femmes étaient les moins susceptibles d'utiliser les licenciements en tant que stratégie d'adaptation à la crise. Les entreprises dirigées par des hommes sont donc celles qui ont le plus contribué à l'augmentation du chômage. **Les résultats suggèrent que le fait d'encourager l'entrepreneuriat des femmes peut contribuer à réduire les conséquences négatives sur l'emploi des crises futures.**

L'analyse effectuée dans les trois pays indique que le sexe biologique et l'orientation sexuelle interagissent avec la pandémie et les politiques publiques de façon complexe. En Afrique du Sud, l'on constate que le système actuel était inadéquat pour répondre aux besoins de la communauté LGBTIQ. Au Bénin, les répercussions économiques négatives de la Covid-19 ont accru la violence conjugale. Enfin, au Burkina Faso, l'on constate que les organisations dirigées par des femmes ont réagi à la chute négative des revenus en faisant preuve de davantage de compassion en procédant à un nombre moins important de licenciements que les organisations dirigées par des hommes.

#### **Nomancotsho Pakade**

Directeur de recherche au Centre for the Study of Violence and Reconciliation

#### **Gountiéni D. Lankoandé**

Directeur de recherche et exécutif du GRAAD

#### **Ian Heffernan**

Professeur adjoint et Directeur de la recherche pour l'African School of Economics

## LECTURE COMPLÉMENTAIRE

Heffernan, I. (2021) *Macroeconomic Policy Development in Benin*, COVID-19 Macroeconomic Policy Response in Africa 10, Johannesburg: South African Institute of International Affairs

World Bank (2019) *Creating Markets in Burkina Faso: Growing Burkina Faso's Private Sector and Harnessing it to Bolster Economic Resilience*, Country Private Sector Diagnostic, Washington DC: World Bank Group

## Liste des projets

---

### **Les travailleurs informels et la Covid-19 : des réponses à la crise à la base de la pyramide économique fondées sur des données probantes**

**Partenaire :** Women in Informal Employment: Globalising and Organizing Limited (WIEGO)

Ce projet est axé sur l'impact de la pandémie de Covid-19 et des mesures de confinement associées sur les moyens de subsistance et la santé des travailleurs pauvres, en particulier les femmes, au sein de l'économie informelle. À cet effet, il s'appuie sur une étude longitudinale à méthodes mixtes qui comprend une enquête menée à grande échelle sur les travailleurs informels couvrant plus de 10 villes dans 8 pays, en se concentrant sur quatre groupes de travailleurs informels qui emploient principalement des femmes : les travailleurs domestiques, les travailleurs à domicile, les vendeurs de rue et les ramasseurs de déchets.

**Informations complémentaires :** <https://c19re.org/project/informal-workers-and-covid-19evidence-based-responses-to-the-crisis-at-the-base-of-the-economic-pyramid/>

### **REBUILD: La Covid-19 et les femmes au sein de l'économie informelle au Kenya, en Ouganda et en Inde**

**Partenaire :** International Center for Research on Women (ICRW)

Ce projet est axé sur les activités économiques informelles urbaines dans trois pays (Inde, Kenya et Ouganda), dans le cadre desquelles les chercheurs fourniront des informations essentielles sur la résilience et les défis auxquels les femmes sont confrontées et leur « écosystème » social plus général. L'objectif ultime de la recherche consiste à éclairer les politiques et les stratégies qui garantissent que les populations vulnérables, telles que les travailleuses au sein des économies informelles urbaines touchées par la Covid-19, soient en mesure de se remettre et de reconstruire leurs vies et de recouvrer leurs moyens de subsistance.

**Informations complémentaires :** <https://c19re.org/project/economies-beyond-emergencies-assessing-impacts-of-covid-19-policy-responses-on-informal-workers-in-india-kenya-and-uganda/>

### **Impact socio-économique de la Covid-19 sur les économies africaines, la cohésion sociale et la gouvernance : données probantes issues du Bénin, du Burkina Faso et de l'Afrique du Sud**

**Partenaire :** African School of Economics (ASE)

**Partenaires de recherche :** Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquées pour le Développement et The Centre for the Study of Violence and Reconciliation

Ce projet contribuera à l'élaboration de politiques et de stratégies visant à contrer les répercussions immédiates et à long terme de la pandémie de Covid-19 sur les économies, la cohésion sociale et la gouvernance au Bénin, au Burkina Faso et en Afrique du Sud. L'équipe de recherche étudiera la chute négative des revenus ainsi que les réglementations nationales résultant de la pandémie et leurs répercussions sur la cohésion sociale, la gouvernance et la violence (y compris l'extrémisme violent) en Afrique. Le projet contribuera à renforcer la collaboration entre les chercheurs en Afrique et à renforcer leur contribution au développement de réponses efficaces et rapides aux conséquences sociales et économiques de la pandémie en Afrique.

**Informations complémentaires :** <https://c19re.org/project/socio-economic-impact-of-covid-19-on-african-economies-social-cohesion-and-governance-evidence-from-benin-burkina-faso-and-south-africa/>

Cette synthèse met en évidence les principaux enseignements tirés de la recherche menée dans le cadre de l'initiative Covid-19 Responses for Equity (CORE) axée sur l'impact de la pandémie sur différents groupes vulnérables et sur la façon dont le genre recoupe et exacerbe souvent ces conséquences. Soutenu par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), CORE réunit 21 projets visant à comprendre les impacts socio-économiques de la pandémie, améliorer les interventions existantes et générer de meilleures options stratégiques pour la reprise. La recherche est principalement dirigée par des chercheurs locaux, des universités, des groupes de réflexion et des organisations de la société civile dans 42 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient.

Ces contributions ont été publiées par le CORE Knowledge Translation Programme, dirigé par l'Institute of Development Studies (IDS), qui soutient le transfert des connaissances issues de l'initiative CORE. Elles ont été rédigées en collaboration avec les équipes de recherche CORE de l'African School of Economics (ASE), l'International Centre for Research on Women (ICRW) et Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO), et compilées par Jessica Meeker, responsable des systèmes d'information (IDS). Les objectifs de CORE en matière de transfert des connaissances consistent à relier la recherche aux décideurs et aux spécialistes. L'initiative vise à identifier les synergies entre les projets et les bénéficiaires de subventions, à aider les chercheurs à exploiter les opportunités d'influence et d'engagement, et à faciliter l'apprentissage mutuel.

 [c19re.org](https://c19re.org)

 [@IDS\\_UK](https://twitter.com/IDS_UK)

Les opinions exprimées ci-après sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du CRDI, de son conseil d'administration, de l'IDS, d'organisations contributrices, ou de leurs membres.



Ce Research for Policy and Practice Report est distribué selon les modalités de la version 4.0 de la licence internationale Creative Commons Attribution (CC BY), qui autorise l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction sur tout support, à condition que les auteurs d'origine et la source soient crédités et que toute modification ou adaptation soit indiquée.

© Institute of Development Studies 2022

DOI: 10.19088/CORE.2022.002